



CHINE POPULAIRE :

LA STABILITE POLITIQUE CONFRONTEE AUX NECESSITES ENERGETIQUES

Les besoins énergétiques chinois influencent-ils la politique du gouvernement
vis-à-vis de ses minorités musulmanes ?

**Mémoire de géopolitique
du chef d'escadrons Nicolas Perchet
dans le cadre du séminaire "Chine"**

Directeur : Monsieur Lionel Vairon

FICHE DOCUMENTAIRE

1. Chine populaire : la stabilité politique confrontée aux nécessités énergétiques
2. Mémoire Géopolitique CES PERCHET
3. Chef d'escadrons Nicolas PERCHET, armée de Terre, France
4. 12 mars 2007
5. Division C – groupe 3
6. Mémoire de géopolitique
7. La dépendance de la Chine vis-à-vis du Moyen-Orient ne peut se concevoir en ignorant l'influence que peuvent avoir ces pays sur les populations musulmanes du Grand Ouest chinois. Influences culturelle, religieuse et même politique avec l'intérêt croissant de ses populations pour toutes les questions ayant trait au monde musulman dans son ensemble, de la question palestinienne au retour au califat prôné par les groupes les plus extrémistes. Dans ce contexte, les contraintes énergétiques sont-elles si fortes que les autorités chinoises doivent accepter de laisser la porte ouverte à des influences qui nourrissent les velléités indépendantistes ? Ou bien la Chine dispose-t-elle d'autres arguments lui permettant de juguler la quasi-totalité des volontés indépendantistes de ses minorités musulmanes sans mettre à mal des relations indispensables avec ses fournisseurs de pétrole moyen-orientaux.
8. Chine, Moyen-Orient, islam, minorités, indépendantisme, pétrole.

CHINE POPULAIRE :

LA STABILITE POLITIQUE CONFRONTEE AUX NECESSITES ENERGETIQUES

Les besoins pétroliers chinois influencent-ils la politique du gouvernement vis-à-vis de ses minorités musulmanes ?

SOMMAIRE

PREMIÈRE PARTIE :

LES MINORITES FACE AU GOUVERNEMENT

Bref aperçu historique de l'islam de Chine

Particularisme de l'islam des minorités du Xinjiang : facteurs ethniques et culturels

L'influence des pays musulmans : une diversité inattendue

L'AIC : outil de contrôle du gouvernement chinois

Les manifestations du séparatisme et la réponse gouvernementale

DEUXIÈME PARTIE :

LA COMPLEXITE DES RELATIONS EXTERIEURES CHINOISES

Des relations diplomatiques récentes

Particularisme des enjeux et des équilibres régionaux

L'état des relations avec les pays du golfe arabo-persique

L'importance stratégique de la région du Xinjiang

TROISIEME PARTIE :

LES CONTRAINTES PETROLIERES POUR LA POLITIQUE CHINOISE

Une situation énergétique tendue

Les approvisionnements depuis le Moyen-Orient

L'argument des ventes d'armes et des transferts de technologie

La diversification des sources d'approvisionnements

INTRODUCTION

En janvier 2003, le président chinois rencontrait le secrétaire général de la Ligue arabe et inaugurait le "Forum de coopération entre la Chine et le monde arabe". La création de ce nouveau forum multilatéral marquait une volonté de renforcement de la coopération dans les domaines économique, politique, commercial et culturel.

En janvier 2004, le président chinois rencontrait les délégations des 22 membres de la Ligue arabe réunis au Caire pour leur proposer un "nouveau type de partenariat" qui puisse à la fois augmenter leurs exportations de pétrole vers la Chine et développer le commerce bilatéral.

En 2006, la Chine est invitée par l'Arabie saoudite, avec insistance, à s'engager avec elle dans un partenariat stratégique "générationnel". Cette visite est couronnée par une série d'accord dont un portant sur la constitution de réserves stratégiques de pétrole au profit de la Chine.

La dépendance de la Chine vis-à-vis du Moyen-Orient ne peut se concevoir en ignorant l'influence que peuvent avoir en retour ces pays sur les populations musulmanes du Grand Ouest chinois. Influences culturelle, religieuse et même politique avec l'intérêt croissant de ses populations pour toutes les questions ayant trait au monde musulman dans son ensemble, de la question palestinienne au retour au califat prôné par les groupes les plus extrémistes.

Dans ce contexte, les contraintes énergétiques sont-elles si fortes que les autorités chinoises doivent accepter de laisser la porte ouverte à des influences qui nourrissent les velléités indépendantistes ? Ou bien la Chine dispose-t-elle d'autres arguments lui permettant de juguler la quasi-totalité des volontés indépendantistes de ses minorités musulmanes sans mettre à mal des relations indispensables avec ses fournisseurs de pétrole moyen-orientaux.

Ce déficit a une apparence, celle d'une influence étrangère toujours plus grande, qu'elle se manifeste à travers la décoration des mosquées en construction, l'accroissement des échanges avec les universités musulmanes, l'arabisation des noms de famille et surtout l'engagement armé de Ouïgours au côté d'organisations terroristes islamistes.

Il a une réalité : celle d'une appartenance ethnique et linguistique tournée vers l'Asie centrale, d'une pression démographique irrésistible des Hans, d'une répression gouvernementale favorisée par le contexte politique international et surtout d'une réalité des marchés pétroliers qui octroie à la Chine une marge de manœuvre essentielle à sa politique intérieure.

PREMIÈRE PARTIE

LES MINORITES FACE AU GOUVERNEMENT

La population musulmane en Chine est minime en pourcentage mais considérable en chiffre absolu : 50 millions d'individus environ, au dire de certaines sources. D'ethnie et de culture non chinoise dans l'ouest du pays, certaines minorités, spécialement les Ouïgours du Xinjiang, reçoivent la double influence du spectacle des indépendances des Etats voisins et des liens culturels séculaires qui les lient au reste du monde musulmans.

Mais ces liens restent essentiellement concentrés vers les pays les plus proches et non les plus riches. De plus, le gouvernement chinois s'appuie sur de fortes structures d'encadrement religieux des masses et, face à des mouvements indépendantistes qui éprouvent de grandes peines à s'organiser, mène une triple politique de répression, de colonisation et d'investissement.

Enfin, le contexte international de lutte contre le terrorisme lui autorise à accentuer sa politique répressive, sans attirer les foudres des autres nations.

11. BREF APERCU HISTORIQUE DE L'ISLAM DE CHINE

Première distinction d'emblée entre musulmans chinois et musulmans de Chine, car les sensibilités internationales de ces deux groupes sont fort différentes.

Ils sont, comme le suggère leur nom, des Chinois qui se sont convertis à l'islam, mais qui n'en sont pas moins, avant tout, des Chinois au sens ethnique du terme. Ils sont répartis dans toute la Chine, mais avec de fortes concentrations dans les provinces du Yunnan, du Kansu, du Chinghai et du Ninghsia, c'est-à-dire à l'intérieur du pays. On considère qu'un tiers d'entre eux vit en milieu rural, mais la grande majorité est regroupée dans les zones urbaines. Leur nombre est difficile à évaluer car les statistiques officielles et celles des organisations musulmanes étrangères divergent totalement. Les estimations les plus vraisemblables se situent entre 10 et 15 millions.

Mais les musulmans chinois sont loin de représenter la totalité de l'islam de Chine. La majorité de celui-ci est en effet constituée de populations musulmanes non chinoises. Le

groupe le plus important est celui des Ouïgours qui peuplent l'ancien Turkestan, dans l'extrême ouest de la Chine, aujourd'hui appelé Xinjiang ("Nouvelle frontière"). Il s'agit de populations turcophones, qui ne se trouvent en Chine que parce que l'Empire a occupé cette région depuis des siècles. Ce sont pour la plupart des agriculteurs, voire des pasteurs, qui peuplent les oasis du Xinjiang. Probablement sont-ils aussi nombreux que les musulmans chinois, mais là encore, les statistiques chinoises minimisent très certainement leur véritable importance, d'autant que le taux d'accroissement démographique est bien supérieur à celui de la population chinoise dans son ensemble. Enfin, à la périphérie du Xinjiang, vivent des groupes musulmans assez minoritaires tels que les Kazakhs, quelques Mongols islamisés, Kirghizes, Tadjiks, Ouzbeks et même Tatars. Cet ensemble représente peut-être deux millions d'individus.

C'est dire qu'au total, les populations musulmanes de Chine s'élèvent au moins à 30 millions d'individus, encore que les sources musulmanes extérieures avancent des estimations de l'ordre de 50 millions.

On conçoit que ces divers groupes n'aient pas du tout les mêmes réactions, face à la politique gouvernementale chinoise ou aux événements extérieurs. Les chinois musulmans sont assez dispersés : le régime socialiste n'a donc pas eu à les administrer sur une base territoriale mais sur une base religieuse. Ils sont officiellement considérés comme une minorité ethnique, ce qui leur donne, théoriquement, certains droits. Par exemple, la limitation des naissances leur est moins sévèrement imposée ; ils jouissent en principe d'une liberté religieuse.

Bien différente, évidemment, est la situation des minorités ethniques musulmanes non chinoises. D'une part elles sont situées dans des zones très stratégiques. Au XIX^{ème} siècle le Turkestan a été une région d'affrontement constant avec la Russie tsariste qui d'ailleurs, dans les années 1880, a beaucoup empiété sur le domaine impérial chinois : c'est à la suite du recul de la Chine que cette région a été appelée "nouvelle frontière". Après 1917, l'URSS avait repris la politique tsariste de progression vers l'est : durant la Seconde guerre mondiale avait même été proclamée, avec l'aide de Moscou, une "république du Turkestan oriental" qui mordait sur le Xinjiang. Et après 1949, la tension sino-soviétique fut constante : elle avait atteint son paroxysme durant la révolution culturelle, à la fin des années 1960.

Aujourd'hui, le caractère stratégique du Xinjiang résulte de facteurs différents. D'une part, il s'agit d'une région riche en métaux non-ferreux et en pétrole. D'autre part une grande partie du potentiel militaire nucléaire chinois s'y trouve installé. Enfin, la Chine depuis 1991 est voisine dans cette région d'Etats musulmans indépendants - Kazakhstan,

Kirghizstan et Tadjikistan - dont les populations sont toutes prolongées par des minorités plus ou moins importantes du côté chinois de la frontière. C'est dire que la politique extérieure de ces Etats, comme celle de Chine elle-même, est forcément déterminé par la situation l'islam local.

Pour la Chine, la première question qui se pose est effectivement locale : celle de l'agitation musulmane au Xinjiang. Ce n'est pas une question nouvelle : voila douze siècles qu'empires musulmans et dynasties chinoises s'opposent dans cette région. La première grande rencontre avec les conquérants musulmans y eut lieu en 732. Et au XIX^{ème} siècle, l'insurrection de Yacoub Beg y ébranla fortement l'empire chinois. Ces rappels historiques n'ont pas d'autre ambition que de souligner une idée simple : aucun des grands courants qui ont traversé et secoué le monde musulman, des origines à nos jours, n'a épargné l'islam chinois. Au XX^{ème} siècle, la naissance du nationalisme arabe, le panarabisme, le démantèlement de l'Empire ottoman, etc. : tous ces événements ont eu de graves répercussions dans l'islam chinois ; on comprend donc l'inquiétude de Pékin, face au nationalisme ouïgour du Xinjiang. Celui-ci depuis une décennie, est encore devenu plus virulent du fait des soutiens qu'il trouve désormais à l'extérieur, que ce soit celui des "frères" du Kazakhstan, des radicaux turques qui rêvent d'un grand espace turcophone, des saoudiens qui depuis 1992, ont financé (avec l'accord de Pékin, d'ailleurs) une partie de la politique culturelle dans la région, notamment la reprise de certaine publications musulmanes ou la restauration de mosquées détruites dans les années 60. Le rêve d'une "république du Ouïgouristan" indépendant est toujours vivant, surtout depuis que les musulmans voisins ont obtenu leurs propres Etats indépendants. En d'autres termes, l'empire russo-soviétique a été en partie décolonisé, pas l'empire chinois. Entre une Mongolie qui a recouvré son indépendance et un Tibet qui se bat pour l'obtenir, on comprend que la situation du Xinjiang soit délicate pour la métropole chinoise. La *Guerre sainte* n'est pas une question lointaine à laquelle sont confrontés les Occidentaux, Américains en particulier : c'est une question intérieure à la Chine. Dès lors, comment ne pas être solidaire, au moins sur ce point, avec Washington et Moscou.

12. PARTICULARISME DE L'ISLAM DES MINORITES DU XINJIANG : **FACTEURS ETHNIQUES ET CULTURELS**

Les manifestations d'appartenance au culte musulman sont de plus en plus visibles : coutumes vestimentaires, centre d'intérêt pour les communautés étrangères, adoptions de pratiques étrangères importées.

Partie intégrante de la réalité chinoise, l'islam a toujours été perçu par Pékin comme le support de revendication indépendantiste de la minorité musulmane (cet amalgame islam/séparatisme/terrorisme concerne essentiellement la minorité ouïgoure dans l'ouest du pays et n'affecte pas les autres minorités musulmanes).

Pékin s'inquiéta toutefois rapidement de ravages causés par les prêches de toutes sortes et s'efforça de les encadrer davantage. Avec l'effondrement de l'URSS et l'accession à l'indépendance des ex-républiques soviétiques d'Asie centrale, la contagion islamique semblait gagner en crédibilité et fit naître chez les dirigeants chinois la crainte de voir une déstabilisation de la province musulmane du Xinjiang. L'introduction d'un islam plus militant allait, en effet, de pair avec la publication de plusieurs ouvrages des Frères musulmans égyptiens et l'apparition d'une littérature wahhabite ou l'étude des thèses de l'imam Khomeiny au sein de la population musulmane chinoise. Afin de limiter l'impact de ces courants au sein de la minorité musulmane, le gouvernement chinois promulgua en janvier 1994 une loi qui, bien que présentée comme contraire, réglementait en fait les activités religieuses des étrangers sur le sol chinois. Des mesures furent également prises pour limiter l'hébergement en Chine des musulmans étrangers ; et les dons privés, autres que ceux versés à l'AIC et donc contrôlés par le gouvernement central, furent interdits.

En Chine, l'islam sunnite de rite hanéfite concerne neuf nationalités (*minzu*) qui représentent environ 20 millions de personnes. Sept de ces nationalités sont des populations turcophone ou turco-mongole, nommées aujourd'hui Ouïgour, Kazakh, Tatar, Ouzbek, Dongxiang, Bao' an, Salar et qui vivent principalement dans le nord ouest de la Chine. Les Hui sont les seuls locuteurs de langue chinoise. Déclarés comme un *minzu* par le gouvernement national communiste chinois dès les années 40 au Yenan et officiellement après 1949, ils forment le groupe le plus important en nombre, dix millions dispersés sur l'ensemble du territoire chinois. Enfin, un petit groupe de chiites ismaéliens, de langue perse, la communauté Tadjik, constitue la dixième nationalité de religion musulmane en Chine, résidant au Xinjiang.

Ces dix minorités nationales comme les quarante cinq autres jouissent de quelques avantages, restaurés après les réformes de 1978, comme le respect des prescriptions religieuses en particulier pour les funérailles ou encore des points supplémentaires pour l'examen d'entrée à l'université.

Les musulmans de Chine ne forment pas un ensemble homogène, que ce soit d'un point de vue strictement religieux ou dans leurs aspirations politiques. Il faut de ce fait distinguer la situation des Ouïgours, au nombre de huit millions et demi, de celle des musulmans de langue chinoise, les Hui. Nous n'aborderons pas ici les autres communautés musulmanes dont certaines se confondent d'avantage avec les Hui par leur lieu d'implantation (Gansu, Qinghai) et leur histoire ou qui sont trop peu nombreuses pour jouer un rôle déterminant sur le plan social et politique.

Les minorités nationales, qui représentent 8% de la population chinoise globale, se répartissent sur plus de 65% du territoire. Et le gouvernement central y déploie d'importants efforts de migration par les populations Hans. La finalité première de ce flux migratoire directif n'est pas d'ordre démographique mais stratégique. Elle résulte d'une politique de colonisation, à la fois de peuplement et d'exploitation, pour des raisons aussi bien tactiques qu'économiques. Le but est d'installer durablement la Chine dans ses frontières, de tirer les bénéfices de l'occupation de ses territoires et d'en neutraliser les effets pervers liés notamment à la contestation des populations locales. Cette politique coloniale se traduit par un transfert important de population Han – colons et militaires – visant à rendre les populations locales minoritaires sur leur propre territoire.

13. L'INFLUENCES DES PAYS MUSULMANS : UNE DIVERSITE INATTENDUE

Avec près de 20 millions de musulmans répartis sur l'ensemble de son territoire, la Chine a rapidement pris conscience des conséquences de l'effondrement de l'Union Soviétique et de l'accession à l'indépendance des ex-républiques soviétiques d'Asie-centrale sur les mouvements extrémistes musulmans. La recrudescence des mouvements indépendantistes teintés de fondamentalisme religieux aux frontières chinoises et la peur d'une contagion islamiste dans sa province musulmane, la province autonome du Xinjiang, ont donc contraint Pékin à entretenir de bonnes relations avec les Etats du Golfe. Les dirigeants chinois cherchent à s'assurer à défaut d'un soutien, la neutralité d'un pays comme l'Arabie saoudite pour aider financièrement certains groupes extrémistes.

A l'exception des années de la Révolution culturelle (1966-1976), tout au long de l'histoire de l'islam en Chine les liens avec le reste du monde musulman se sont toujours maintenus par des allers et venus dans les deux sens. Ainsi se sont propagés les différents courants de l'islam, l'islam traditionnel (appelé *Laojiao*, le vieil enseignement), les courants soufis au cours des XIII^e et XIV^e siècles, et enfin les courants fondamentalistes et réformateurs du XX^e siècle.

Avec les réformes des années quatre-vingt et la reprise des activités religieuses, les liens avec l'*umma*, la communauté des croyants, se sont établis à travers les voyageurs, les investisseurs mais aussi les pèlerinages et l'envoi d'étudiants dans les pays musulmans. L'amélioration des conditions de vie en Chine a permis à un nombre croissant de musulmans de se rendre en pèlerinage à la Mecque. De vingt personnes autorisées par l'Arabie saoudite en 1955, les chiffres se sont multipliés depuis le milieu des années quatre-vingt. Aujourd'hui trois mille personnes partent dans le cadre de la très officielle Association islamique de Chine, les voyages coûtent environ 20 000 à 30 000 yuans (3 000 à 4 000 euros). Cependant, beaucoup d'autres fidèles utilisent des voies officieuses, à des prix bien moins élevés, en bus par le Xinjiang et l'Asie centrale ou le Pakistan. Leur nombre est difficilement quantifiable mais l'inquiétude des autorités chinoises qui ne peuvent ainsi exercer leur contrôle est un signe de l'importance du phénomène. Lors de ce périple, le sentiment d'appartenir à l'*umma* devient une réalité tangible. Les récits des pèlerins révèlent à leur tour le sentiment de force donné, non seulement par la purification effectuée pendant le pèlerinage mais aussi par le fait de se sentir un des composantes d'une communauté forte par son nombre et sa diversité culturelle.

Certaines mosquées ont été reconstruites avec des fonds étrangers, financement de l'Etat ou de pays musulmans, ou de certaines organisations en dépendant (Yémen, Arabie saoudite, Pakistan, Ligue arabe). Les villes ayant une très ancienne implantation musulmane sont des lieux de visites prisées pour les hôtes musulmans étrangers, comme les tombes arabes de Quanzhou. L'Etat chinois essaie d'attirer les riches investisseurs des pays du Golfe persique vers d'autres objectifs non religieux, comme l'aéroport de Xiamen qui fut financé par le Koweït.

L'enseignement confessionnel s'est développé depuis une quinzaine d'années à la faveur de la décentralisation et de la privatisation de l'enseignement en Chine. Cet enseignement, donné dans des écoles de mosquées ou des écoles privées, destiné aux garçons comme aux filles à la fin du cycle secondaire, permet aux meilleurs d'entre eux

de poursuivre leurs études à l'étranger. Il est très difficile de se faire une idée de leur nombre ; on cite le chiffre de cinq cents à mille ou encore une évaluation sans doute exagérée de dix mille. La destination prestigieuse reste le Caire avec l'université Al Azhar, où d'éminents intellectuels musulmans chinois ont fait leurs études dans les années trente. Damas a la faveur des étudiants pour son bon niveau de langue arabe et une adaptation plus facile. Viennent ensuite l'Arabie saoudite, le Yémen, le Pakistan, l'Iran et la Malaisie. Les universités de Médine et de Riyad offrent des facilités matérielles aux étudiants (bourse pour leur séjour et parfois financement de leur billet d'avion). Les jeunes musulmanes qui ont fait leurs études et appris le persan auprès des imams femmes de la Plaine centrale peuvent espérer aller en Iran si elles sont accompagnées de leur mari ou encore plus généralement à l'université islamique d'Islamabad qui peut les recevoir sans accompagnement. Le Pakistan, plus facile d'accès et moins cher, est une destination de plus en plus courante en particulier pour les Ouïgours résidant au Xinjiang voisin. A leur retour, ces étudiants font partager à leurs coreligionnaires leur connaissance des modes de vie rencontrés et les débats en cours dans le monde musulman.

Ainsi les questions internationales, comme on a pu s'en rendre compte, sont suivies avec attention. L'attaque du World Trade Center, à New York, a immédiatement fait l'objet de condamnations de la part des organisations indépendantistes ouïgoures, comme celles qui font partie du Congrès national du Turkestan oriental installé à Munich ou encore de l'association américaine ouïgoure (Uigur American Association). Musulmans traditionnellement imprégnés de soufisme, tolérants et plutôt pro-américains, bon nombre d'Ouïgours craignent le désengagement des Etats-Unis pour leur cause. Même si pour beaucoup d'observateurs occidentaux les revendications identitaires ouïgoures ont peu de lien avec un islam politique et radical, la propagande de Pékin, tendant à associer les revendications ouïgoures au mouvement taliban et au réseau Al-Qaïda ont marqué un point lorsque les Etats-Unis ont inscrit sur leur liste des groupes terroristes l'East Turkestan Islamist Movement dont on sait en réalité peu de choses. Les différents mouvements ouïgours ont pour l'instant opté pour la non-violence et ont tenté à de nombreuses reprises de rappeler leur conception d'une société séculaire et démocratique, mais la dégradation de la situation au Xinjiang est bien réelle.

14. L'AIC : OUTIL DE CONTROLE DU GOUVERNEMENT CHINOIS

L'association entre islam et séparatisme, et ce dès le début de la création de la RPC en 1949, a conduit Pékin à encadrer strictement les activités propres à cette religion par le biais de l'association islamique de Chine.

L'AIC, créée en 1953 sous la présidence de Tatar Burhan a pour fonction de rassembler tous les musulmans quelque soit leur nationalité et leur courant religieux. Elle a de fait un rôle important. Elle est chargée d'appliquer la politique religieuse du gouvernement résumée dans le slogan "*Aiguo, aijao*" (aimer sa patrie, aimer sa religion).

Avec l'ouverture économique et le retour à une plus grande liberté religieuse, l'islam chinois a renoué avec l'ensemble du monde musulman. La participation grandissante des musulmans de Chine au pèlerinage de la Mecque, le développement sur le territoire chinois de l'enseignement religieux et des écoles confessionnelles dont certaines sont financées par des fonds privés ainsi que l'importation de nombreux ouvrages coraniques d'Egypte, de Turquie, du Liban puis d'Arabie saoudite ont été vite perçus par les autorités pékinoises comme un vecteur de rapprochement avec les pays musulmans du Moyen-Orient. Le rôle de l'AIC n'a donc plus été exclusivement social ou éducatif mais s'est au contraire inscrit dans une politique de rapprochement plus globale avec les Etats musulmans. Dès lors la Chine signa des accords officiels de coopération avec des institutions éducatives égyptiennes, yéménites, syriennes, iraniennes et saoudiennes, et autorisa le développement au sein des instituts et des universités chinoises d'un cursus de langue arabe en vue de former des spécialistes chinois du monde arabe, l'objectif étant de faciliter la pénétration des marchés économiques du monde musulman par la communauté islamique de Chine. La Chine instaura parallèlement à l'AIC, des relations institutionnelles avec des organismes islamiques internationaux tels que la Ligue arabe, la Ligue des Etats arabes, l'Organisation de la Conférence islamique, l'Union arabe interparlementaire ou le Conseil des Etats arabes du Golfe.

L'intérêt croissant de Pékin pour l'évolution de l'islam et son utilisation dans ses relations avec le Moyen-Orient fut en partie à l'origine de la création au sein de l'AIC en avril 2001 de la commission de supervision des affaires islamiques. Alors que l'islam est devenu pour Pékin un acteur essentiel dans l'orchestration de sa relation avec le Moyen-Orient, l'AIC a acquis une portée internationale en se positionnant comme interlocuteur avec les pays du Moyen-Orient.

L'émiettement des peuples musulmans, qui représentent 40% de la population du Xinjiang, ajouté à la création récente de l'ethnie ouïgour explique l'incapacité de ses peuples à se forger une véritable identité et un véritable nationalisme fédérateur.

In fine, l'islam apparaît de plus en plus comme seul élément de cohésion de cette région en l'absence d'une autre forme possible d'expression politique ou même culturelle.

15. LES MANIFESTATIONS DU SEPARATISME ET LA REPONSE GOUVERNEMENTALE

L'influence du contexte régional, mais aussi la politique interne de la Chine caractérisée par l'afflux de population han, l'institutionnalisation de la langue chinoise et la perception chez les ouïgours d'une disparité économique et d'une exploitation des ressources du Xinjiang au seul profit des Hans a conduit le renforcement de l'ethno-nationalisme au sein d'une partie de la population ouïgoure. Les auteurs chinois considèrent que c'est aujourd'hui la menace principale qui pèse sur la région et donc sur la souveraineté de la Chine sur cette zone.

Le maintien en quasi sous-développement des oasis du sud du Xinjiang où vivent une grande majorité d'Ouïgours, le refus du gouvernement de donner à cette population un rôle dans le processus économique de cette région, ainsi que la présence importante de population han ont provoqué des tensions et des heurts de plus en plus violents. Assimilant toute revendication sociale ou identitaire à de la sédition et désormais de l'intégrisme religieux et à du terrorisme, la répression s'est accrue. Un affrontement très important s'est produit dans la ville de Yining (au nord du Xinjiang) en 1997, où après l'arrestation de jeunes étudiants en théologie quelques jours avant la fin du ramadan, les habitants de la ville sont descendus dans la rue pour demander leur libération. Il y a eu neuf morts, de nombreux blessés et des centaines d'arrestations. En août 2001, le gouvernement chinois a voulu montrer sa force en organisant un de ses plus grands exercices militaires dans la région autonome. A l'automne 2001 des destructions de mosquées sont organisées dans les villes du sud du Xinjiang à la suite d'une directive officielle considérant que certains lieux de cultes peuvent avoir une influence négative sur les élèves. Les événements du 11 septembre 2001 n'ont fait qu'augmenter la répression tout en la justifiant sur le plan international. Ainsi pour la première fois, le quotidien du Xinjiang (*Xinjiang Ribao*) annonce l'arrestation de cent soixante six séparatistes à Urumqi, la capitale provinciale, entre le 20 septembre et le 30 novembre

2001. La pression politique s'est étendue à d'autres secteurs de la société. Une directive de Pékin a ordonné en mai 2002 la suppression de l'enseignement en ouïgour à l'université. A la suite d'un concert officiel où fut chanté un poème exaltant le sentiment nationale ouïgour, les responsables locaux de la culture ont été obligés de suivre des séances collectives de rééducation politique. Très récemment encore, les responsables de six mosquées de Yining ont été obligés de signer un document contre le séparatisme ethnique et pour la stabilité. De fait, il ne faut pas s'étonner qu'avec la fermeté politique, les difficultés économiques grandissantes pour les jeunes ouïgours, des formes de radicalité ne voient le jour ? Il y eut quelques arrestations de jeunes, dans la ville de Khotan, supposés appartenir au mouvement Hiz-ut al Tahrir, mouvement appelant à la constitution d'un califat, très présent au Pakistan et en Asie centrale. Un leader de l'organisation de libération du Turkestan oriental a annoncé lors d'une interview en janvier 2003 que l'option militaire devenait difficile à éviter même s'il maintenait avec force l'option politique.

Les différents enjeux et risques régionaux incitent chacun des Etats voisins à multiplier les pactes de coopération. Le plus significatif est celui de l'Organisation de Coopération de Shanghai (ex-Forum de Shanghai créée en 1996) en matière de lutte contre le terrorisme international. Le prétexte de lutte anti-terroriste permet à la Chine de renforcer et de légitimer le contrôle de minorités ainsi que la lutte contre les séparatismes, notamment ouïgour.

L'acte fondateur remonte à 1996 avec la création du mouvement islamique du Turkestan oriental. Les informations divergentes sont cependant nombreuses sur ce mouvement^o: les Chinois lui attribuent des milliers de membres, alors qu'il est probable qu'il ne rassemble en réalité que quelques dizaines de personnes. A l'inverse, certains Ouïgours affirment que son créateur serait un espion chinois^o: sa libération et la création du mouvement aurait été planifiées par Pékin afin de justifier la répression. Cette thèse semble peu réaliste. Autre groupe fondamentaliste, plus conséquent, est l'Organisation de Libération du Ouïgouristan qui compterait de 8 à 10 000 membres en Asie centrale et aurait des liens avec le Xinjiang.

Reste que l'importance des organisations séparatistes fondamentalistes est probablement exagérée par les Chinois. Certes, la diaspora ouïgoure forme un réseau dans lequel tout le monde se connaît mais la plupart des organisations séparatistes à l'étranger restent des coquilles vides. Très médiatisées, elles revendiquent parfois des attentas au Xinjiang auxquels elles ne sont en réalité pas directement liées. La plupart des

réseaux sont informels et ils sembleraient que seulement deux ou trois organisations aient vraiment eu des liens avec des mouvements islamistes. En raison du climat de délation et de répression qui règne dans la région, les fondamentalistes ne peuvent tenir longtemps avant de se faire prendre^o: les auteurs des éventuels attentats se font généralement arrêter et les éphémères petits groupes qui les ont organisés sont facilement démantelés par les autorités.

Il n'existe donc pas actuellement de menace terroriste ouïgoure capable de déstabiliser la Chine, même durant les jeux olympiques de 2008.

La menace fondamentaliste est aussi limitée par l'isolement des Ouïgours ; isolement d'abord par rapport aux autres musulmans, le Xinjiang, de culture plutôt turque qu'arabe, n'est pas une priorité pour les islamistes, le *jihad* de Ben Laden n'inclut pas la région dans les territoires à reconquérir. Mais isolement aussi par rapport à l'Asie centrale^o: le séparatisme ouïgoure est donc craint par les Kazakhs et les Kirghizes qui cherchent à cultiver de bonnes relations avec Pékin. La Chine a dans le milieu des années 90 réglé le tracé des frontières avec ses voisins dans cette région et lancé une coopération en matière d'énergie.

Quel avenir pour l'opposition ouïgoure actuellement, les figures de proue de cette opposition vivent en Turquie, en Allemagne et de plus en plus aux Etats-Unis, seul pays actuellement en position de dire non à la Chine. Enfin ces mouvements sont rongés par des rivalités internes et personnelles^o: contrairement à l'opposition tibétaine, les Ouïgours ne parviennent pas à se rassembler derrière un front uni.

Moins d'un an après les troubles du printemps 1989, les autorités chinoises se sont trouvées confrontées à une insurrection armée lancée par le Parti Islamique du Turkestan oriental, dans la région de Baren près de Kachgar. Au cours des années 90, les rapports entre l'Etat chinois et certaines franges de la société ouïgoure continue à se tendre. Les émeutes les plus dramatiques ont lieu en février 97 à Yining à la frontière avec le Kazakhstan. La répression des manifestations se solde par plusieurs dizaines de morts et les arrestations massives qui ont suivi ont instauré un climat de peur qui y marque encore les esprits. Parallèlement, des groupuscules à l'espérance de vie parfois réduite, mais adoptant des modes d'actions radicaux, bourgeonnent. Ils multiplient dans la première moitié des années 90 les sabotages, attaques de casernes de police, incendies, voire procèdent à des actes terroristes (assassinats d'officiels, attentats à la bombe). Le gouvernement chinois tente de stabiliser la région à travers une politique en trois axes. Un premier axe vise à promouvoir le développement économique du Xinjiang notamment

via la politique de développement du Grand Ouest. En augmentant le niveau de vie des populations locales, Pékin espère améliorer l'intégration à la Chine.

Le deuxième volet de cette stratégie de stabilisation repose sur la répression de tout acte ou forme d'expression subversive. En matière de contrôle des activités religieuses, les règlements mis en place en 1994 ont été renforcés par des mesures encore plus strictes en 2001. Dans les faits, les membres de l'administration, les enseignants et les étudiants sont dissuadés de pratiquer l'islam. La plupart des écoles religieuses non enregistrées ont été fermées, et l'enseignement est strictement encadré dans celles qui ont conservé leur accréditation. Alors que, dans le reste de la Chine, les imams peuvent envoyer assez librement un nombre indéfini d'étudiants en religion dans les écoles rattachées aux mosquées, au Xinjiang ils ne peuvent former plus d'un ou deux élèves. Toujours dans une logique visant à enrayer la montée de formes subversives ou radicales de l'islam, au mois de mars 2001, le régime chinois a lancé une campagne mal vécue de "rééducation patriotique des imams". Les imams, déjà placés sous l'étroite surveillance des bureaux locaux des affaires religieuses, sont ainsi obligés de suivre des cours d'éducation patriotique (sous peine de perdre leur autorisation d'exercer).

Enfin dans le cadre du troisième axe de cette politique de stabilisation, Pékin s'est employée à couper les militants de leurs soutiens extérieurs et des influences subversives étrangères. En jouant sur le règlement des contentieux frontaliers en Asie centrale, sur les perspectives de coopération économique, la diplomatie chinoise a en effet amené ses voisins à extraditer les militants en fuite et à démanteler les réseaux indépendantistes implantés sur leur sol. La Chine a obtenu du Pakistan qu'il ferme ses mosquées aux étudiants ouïgours. Peu avant l'intervention américaine, la Chine s'est parallèlement rapprochée des Talibans pour tenter de préserver le Xinjiang de toute tentative de subversion. Elle a rétabli en 2000 ses relations avec l'Afghanistan. En même temps qu'elle négociait des accords économiques et techniques, elle a également obtenu des Talibans de ne pas soutenir les militants ouïgours. Depuis Pékin a inséré la lutte qu'il mène contre les réseaux d'opposition ouïgoure dans la dynamique de lutte contre les réseaux islamistes internationaux.

L'opposition séparatiste ou autonomiste est éclatée en une multitude d'organisations nationalistes éloignées du monde radical musulmans. Amis au cours de la seconde moitié des années 90, quand les pressions chinoises ont commencé à être relayées par les gouvernements locaux, la vie quotidienne des militants hors-la-loi réfugiés en Asie centrale est devenue de plus en plus difficile. Et aujourd'hui, la situation s'est considérablement assainie pour la Chine. L'intervention américaine en Afghanistan et les

pressions de Pékin sur le Pakistan, l'Asie centrale et les autres pays musulmans ont contribué à limiter la capacité de projection des courants islamistes subversifs en Chine. De même, la diplomatie chinoise a réussi à couper largement les réseaux séparatistes ouïgours de leurs soutiens dans les diasporas centrasiatiques. En cela, la Chine peut voir l'avenir d'un œil plus serein.

En outre et afin de limiter les soutiens extérieurs aux mouvements séparatistes ouïgours, les dirigeants chinois s'efforcèrent d'avoir une action positive sur l'influence - réelle ou supposée - de pays comme la Turquie, l'Iran ou l'Arabie saoudite sur ces mouvements en développant avec eux une coopération économique, politique et militaire. Intégrés dans une relation parfois dense avec la Chine, ces pays se sont vus contraints, après le 11 septembre 2001 et dans le cadre de la lutte contre le terrorisme international menée par Washington, de limiter leurs soutiens politique ou financier aux mouvements ouïgours que Pékin présentait comme des organisations terroristes liées pour certaines d'entre elles à Al-Qaïda.

En définitive, la politique chinoise de contrôle de l'islam vise avant tout à éviter que ce dernier ne devienne un canal d'expression de mécontentement ouïgour au Xinjiang ou qu'il ne se radicalise sous l'influence de mouvements fondamentalistes étrangers. En dépit de ses excès, la politique chinoise diffère peu de celle menée par bien des pays voisins. La Chine place désormais tous ses espoirs de stabilisation de ses franges musulmanes sur un contrôle étroit si nécessaire et sur une croissance économique forte, gage d'une augmentation du niveau de vie des populations musulmanes les plus marginalisées.

DEUXIEME PARTIE

LA COMPLEXITE DES RELATIONS EXTERIEURES CHINOISES

En dépit d'un intérêt indéniable de certains Etats musulmans exportateur de pétrole pour les populations du Xinjiang, la Chine a toujours su ménager une position médiane dans les relations internationales, parfois ambiguë. En tout cas lui permettant de ne pas s'exposer politiquement en laissant se manifester les influences extérieures.

Elle sait négocier ses appuis politiques avec les Etats du golfe arabo-persique ce qui lui confère une certaine latitude dans le volet énergétique des relations qu'elle entretient avec eux.

Plus encore, les aspects stratégiques que représentent pour la Chine sa province du Xinjiang la dissuadent de tout compromis pouvant autoriser l'épanouissement de mouvements indépendantistes significatifs.

21. DES RELATIONS DIPLOMATIQUES RECENTES

Le Moyen-Orient n'a jamais été fondamental pour la sécurité immédiate de la république populaire de Chine, dont la politique étrangère s'est souvent focalisée sur la seule région asiatique et les problèmes pouvant avoir un impact immédiat sur sa propre situation sécuritaire (la question taïwanaise, les péninsules indochinoise et coréenne, la montée en puissance du Japon, le poids croissant des Etats-Unis en Asie).

Cette régionalisation de la politique étrangère de Pékin tend à expliquer l'élaboration tardive d'une véritable politique étrangère moyen-orientale.

Mais la volonté de Pékin de se voir reconnaître le statut de grande puissance respectable et responsable par l'ensemble de la communauté internationale a conduit les dirigeants chinois à opérer un rééquilibrage de leur politique étrangère.

Au cours de la Révolution culturelle, les exactions commises par les Gardes rouges contre la minorité musulmane et la destruction de mosquées et d'écoles coraniques furent condamnées par l'ensemble des capitales arabes. A ses débuts, l'isolement croissant de la Chine sur la scène internationale était principalement la conséquence directe de la politique de l'URSS dont les thèses gagnaient de l'audience aussi bien dans les différents pays du Moyen-Orient qu'au sein du mouvement afro-asiatique.

Face à l'impasse de sa politique étrangère qui lui dictait le plus souvent le soutien de groupes radicaux, la Chine, isolée, sous-développée, surpeuplée et de surcroît plongée dans le chaos la plus total, revint à partir de années 70 à une diplomatie plus classique.

Au cours de cette décennie, en dépit d'une phase de reconnaissance politique et de régularisation des relations diplomatiques, les résultats de la politique chinoise dans la seule péninsule arabe paraissaient médiocres puisque, sur les quatre Etats reconnus par Pékin depuis 1971, un seul avait noué des relations diplomatiques avec la Chine.

Autrement dit, en dépit de son siège de membre permanent du Conseil de sécurité, la RPC n'était pas en mesure de peser sur les équilibres de la région et son action restait limitée du fait notamment de ses faibles possibilités financières et économiques.

Le lancement en 1978 de la politique de modernisation et d'ouverture économique donna une nouvelle impulsion aux relations de la Chine avec le monde industrialisé. La coopération entre la Chine et les pays du Moyen-Orient, en particulier les principaux producteurs de pétrole, gagna alors en diversité et en ampleur. Pékin élaborait alors une politique destinée à maintenir l'équilibre entre ses partenaires moyen-orientaux, souvent ennemis, et à limiter l'action de Washington et de Moscou.

Réaffirmant son soutien à l'OLP et sans condamner la lutte armée, Pékin se rallia pour la première fois à l'idée d'une conférence internationale sur le Moyen-Orient, avec les cinq membres permanents. Pékin concentra également son action diplomatique sur les Etats du Golfe, en particulier l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis (EAU), où les positions de Taiwan étaient encore assez fortes. Dès 1984, la RPC normalisa ses relations diplomatiques avec les EAU et intensifia ses relations encore officieuses avec Riyad qui finança la reconstruction de nombreuses mosquées et le développement des activités musulmanes en Chine.

22. PARTICULARISME DES ENJEUX ET DES EQUILIBRES REGIONAUX

La répression des mouvements de 1989 en Chine eut un faible impact sur les relations en la RPC et le Moyen-Orient. Ayant réussi à s'imposer comme un des principaux fournisseurs d'armes à la région, partenaire indispensable pour certains pays soumis à l'embargo comme l'Iran ou l'Irak, la Chine s'était attiré la sympathie des principales capitales de la région. Les gouvernements iraniens et arabes n'appliquèrent aucune sanction contre Pékin et aucun leader du Golfe ne condamna publiquement l'action des autorités chinoises.

Lors de l'invasion du Koweït par l'Irak, la Chine, en tant que membre permanent adopta une position ambiguë (vote de la condamnation d'invasion mais abstention pour le recours à l'usage de la force). Cette position relativement modérée à l'ONU lui permettait de préserver toutes les amitiés moyen-orientales sans pour autant entraver l'action des Occidentaux sur le théâtre régional.

Alors que sa présence est aujourd'hui une réalité sur l'échiquier moyen-oriental et que ses intérêts, notamment énergétiques, sont croissants, la Chine s'est montrée très discrète lors de la seconde guerre contre l'Irak. Sortie de son isolement diplomatique elle a adoptée une politique somme toute assez simple : elle s'est articulée autour d'une écoute de ses partenaires sans avancer ses idées propres, tout en réaffirmant le caractère illégal d'un conflit déclenché sans l'aval de l'ONU, d'une critique assez retenue des Etats-Unis et d'une défense des accords économiques passés avec l'Irak.

Au second degré se pose, pour la Chine, la question de l'équilibre stratégique en Asie centrale. Pékin n'admet pas que le Xinjiang, c'est-à-dire son islam, puisse être une zone tampon entre les empires qui s'affrontent dans la région, avec en particulier une présence américaine temporaire au Kazakhstan.

La Chine souhaiterait également un Tadjikistan qui participe à la neutralisation de l'Asie centrale, car il se trouve que l'anarchie y est totale et que l'islamisme radical semble plutôt y gagner du terrain.

Les perspectives pour la Chine, sont également très inquiétantes. Si en Afghanistan, l'alliance du Nord s'imposait avec le soutien américain, cela signifierait que les grands bénéficiaires de toute l'opération seraient les populations qui ont des liens ethniques et religieux étroits avec certaines minorités religieuses de Chine. N'y a-t-il pas là le risque de voir surgir un nouvel Afghanistan, non taliban, mais tout aussi islamiste, en tout cas très éloignée de la neutralité espérée par la Chine, qui constituerait un pôle d'attraction pour ces minorités. N'oublions pas que le commandant Massoud était tadjik.

Si implosion du Pakistan pour causes de guerre afghane, perte pour la Chine d'un allié traditionnel (contrepois face à l'Inde).

A la mi-septembre 2001, la presse internationale annonçait que Pékin venait de conclure un protocole d'accord visant à étendre ses relations économiques et sa coopération technique avec le régime des Talibans afghans. Dans le contexte des attentats conduits sur le sol américain, le ministère chinois des affaires étrangères s'est empressé de démentir la conclusion d'un tel accord.

Avec la chute du régime de Najibullah en 1992 et les luttes entre les différentes factions, la Chine avait fermé sa représentation diplomatique en avril 1993. Néanmoins on a pu assister à la reprise des contacts entre la capitale chinoise et les talibans en 1999. Des relations économiques étaient rétablies entre les deux pays et une liaison aérienne directe instaurée entre Kaboul et Urumqi. La position de Pékin était en fait inconfortable face aux Talibans. La Chine a en effet tissé des liens très étroits depuis de nombreuses années avec le Pakistan. Aussi était-elle très réticente à s'engager contre un régime protégé par son allié pakistanais. De plus les Talibans pouvaient apparaître comme un instrument de Washington. Ils représentaient une forme de l'islam proche de celle de l'Arabie saoudite avec lesquels les Etats-Unis pouvaient s'entendre.

Sur le fond, ce sont principalement des raisons sécuritaires qui ont conduit Pékin à établir de relations avec les talibans, en premier lieu l'assistance que ceux-ci pouvaient offrir aux mouvements indépendantistes ouïgours menaçant la stabilité de la région autonome du Xinjiang. Il est en effet très probable que des militants ouïgours ont été formés par des moudjahidines afghans avec lesquels ils combattent depuis 1986. Certains d'entre eux ont également étudié dans des écoles coraniques dirigées par des talibans. S'il est avéré que des ouïgours ont combattu aux côtés des talibans en Afghanistan, contre les troupes de l'Alliance du nord, leur nombre reste incertain. Les analyses occidentales avancent des chiffres situés entre 200 et 500 combattants dans les rangs des talibans alors que les autorités chinoises parlent de 2 000 à 3 000 militants ouïgours ayant transité par l'Afghanistan.

C'était pour éviter que ces indépendantistes ne rentrent au Xinjiang et ne déstabilisent la région que Pékin a tenté d'obtenir des talibans la promesse qu'ils ne soutiendraient pas ces mouvements politiques ouïgours en échange de l'essor des liens économiques. La donne a depuis changé et Pékin tente de tirer le maximum de profit de la situation actuelle. Au nom de la lutte antiterroriste lancée par les Etats-Unis, la Chine a considérablement renforcé son dispositif militaire au Xinjiang. Sa frontière avec l'Afghanistan est bouclée et certaines zones de la région autonome ont été fermées aux journalistes étrangers.

23. L'ETAT DES RELATIONS AVEC LES PAYS DU GOLFE ARABO-PERSIQUE

L'intérêt de la Chine pour le Moyen-Orient répond moins à des ambitions politiques qui restent pour l'heure très modestes qu'à des considérations économiques vitales.

Fidèle à sa politique tiers-mondiste et désireuse de promouvoir sa vision stratégique d'un monde multipolaire et équilibré, la Chine trouve donc dans les sentiments anti-américains au Moyen-Orient le moyen de réduire la marge de manœuvre de Washington. Mais au-delà d'une opposition commune aux Etats-Unis, la relation sino-moyen-orientale reste largement déterminée par des considérations sécuritaires et économiques propres à la situation intérieure de la Chine.

Aujourd'hui la politique moyen-orientale de Pékin consiste à être présent diplomatiquement et politiquement sur la scène régionale mais sans prétendre jouer un rôle de médiateur dans la résolution des problèmes. Pékin continue de prôner la stabilité régionale mais rejette la *pax americana* avant tout perçue comme un frein au développement de la puissance chinoise.

Le fondement de l'amitié sino-moyen-orientale, qui se nourrit essentiellement d'une réciprocité au sein des instances internationales, repose moins toutefois sur le partage de valeurs communes que sur un procédé consistant à établir des similitudes entre la situation chinoise et la situation du pays ami en vue de renforcer la solidarité et de créer des intérêts communs. Ainsi, le soutien apporté par la Chine à la lutte du Liban, de la Palestine ou de la Syrie pour récupérer leurs territoires occupés perdurera aussi longtemps que ces mêmes pays soutiendront la réunification de Taiwan à la RPC ou que cette dernière y trouvera un intérêt stratégique.

24. L'IMPORTANCE STRATEGIQUE DE LA REGION DU XINJIANG

Couvrant un sixième du territoire chinois, la région est un espace d'expérimentation nucléaire et un territoire de relégation avec les camps de travail (*loagai*) ; elle possède d'importantes ressources en matière première, 20% du pétrole de la Chine et un quart de sa production de coton. L'activité industrielle et pétrolière s'est développée avec l'arrivée massive de population han de l'est du pays. L'indépendance des nouvelles républiques d'Asie centrale, suite à l'effondrement de l'union soviétique en 1991, encourage la population ouïgoure à s'émanciper de la tutelle chinoise. Ceci intervient dans un contexte de haute instabilité régionale, liée notamment à de fortes revendications identitaires, principalement musulmanes, et à des enjeux d'ordre stratégique concernant la maîtrise des hydrocarbures en Asie central (exploitation et transit).

Des projets d'oléoduc et de gazoduc traversant le Xinjiang en provenance du Turkménistan et du Kazakhstan ont été étudiés ; la Chine étant devenue un importateur brut de pétrole en raison de son développement économique intensif. La Chine souhaite

cependant mener une politique d'autosuffisance énergétique et le Xinjiang représente environ 30% des réserves qu'il reste à exploiter d'une manière intensive (principaux gisements actuels : Dzoungarie, Turfan et Tarim).

La Chine a entrepris sur l'ensemble de son territoire la construction de quatre gazoducs intérieurs, dont le principal, par son rendement (estimé à 12 milliards de m³/an) et sa longueur, (4 200 Km) rallie le Tarim : 10,8 milliards de tonnes de pétrole et 8 400 milliards de m³ de gaz) à Shanghai.

Pékin a placé ses plus grands espoirs dans la mise en valeur des bassins situés dans le Xinjiang. Mais les chiffres sont extrêmement controversés. Alors que les autorités chinoises estimaient officiellement ses réserves entre 70 et 140 milliards de barils, selon certaines compagnies étrangères ces dernières pourraient être limitées à 30 millions de tonnes. Si les opérations d'exploitation réalisées jusqu'à présent n'ont pas donné les résultats escomptés, on peut cependant relever que les zones ouvertes aux sociétés étrangères étaient les plus marginales et les moins prometteuses du bassin.

TROISIEME PARTIE

LES CONTRAINTES PETROLIERES POUR LA POLITIQUE CHINOISE

La spectaculaire progression économique chinoise, avec des besoins énergétiques croissants, pourraient déséquilibrer ses relations avec le pays pétroliers les plus prosélytes, à commencer par l'Arabie saoudite. Celle-ci conserve un tel poids vis-à-vis de la Chine qu'elle pourrait intensifier subtilement ses tentatives d'influence religieuse, vers les populations ouïgoures notamment.

Mais la Chine conduit une politique tout azimut de diversification de ses ressources, à la fois en exploration, en exploitation et en voie d'approvisionnement, sans négliger aucune piste. Elle dispose en outre d'un argument de taille qui lui confère sa politique de relative neutralité : celui d'être un pourvoyeur d'armes et de technologies pour les pays pétroliers, et de perturber ainsi, à son profit, l'équilibre de la balance entre impératif énergétique et influence religieuse.

31. UNE SITUATION ENERGETIQUE TENDUE

La Chine est devenue le deuxième importateur mondial de pétrole avec plus de 6 millions de barils/jour, derrière les Etats-Unis (20 millions de barils/jour) et devant le Japon (5 millions de barils/jours). D'ici 2030, certains experts prévoient que la demande chinoises passe à plus de 13 millions de barils/jour, dont 80% seraient importés. Ces volumes considérables poussent la Chine à multiplier les offensives diplomatiques et économiques sur le terrain pétrolier face aux autres pays consommateurs. Le Moyen-Orient est le fournisseur principal de l'économie chinoise. Compte tenu des tensions géopolitiques de la région, surtout depuis l'invasion américaine de l'Irak, les dirigeants à Pékin tendent de diversifier et de sécuriser leurs importations de pétrole, ce qui n'est pas sans conséquence sur la situation géopolitique régionale ou internationale.

Les compagnies pétrolières multiplient les contrats de production mais aussi de prospection, dans un contexte où les cours actuels permettent d'aller dans l'offshore profond ou d'envisager de faire jaillir des puits qui n'étaient jusque-là pas rentables. L'Afrique se présente comme un eldorado pétrolier. Avec le Moyen-Orient et l'Amérique

du Sud, elle figure parmi les régions où les nouveaux gisements sont les plus nombreux. De plus le pétrole extrait du sous-sol africain est de bonne qualité. Même si des Etats comme le Cameroun n'ont plus réellement de perspectives de croissance, la production de l'Afrique sub-saharienne, notamment celle des poids lourds comme l'Angola ou le Nigéria, augmentera dans les prochaines années. En outre un certain nombre de ces pays sont rentrés récemment dans la classe pétrolière : le Tchad en 2003, la Mauritanie en 2006. D'autres y entreront probablement à l'avenir, comme le Mali en 2008, ou Sao Tomé en 2010.

L'intensification des relations commerciales entre la Chine et les pays pétroliers subsahariens est le résultat d'investissements croissants de la part des compagnies pétrolières chinoises. Ces dernières sont aujourd'hui actives, à des degrés divers, au Soudan, au Nigéria, en Angola, en Algérie, au Gabon, en Mauritanie, au Mali ou au Niger. Elles pourraient le devenir au Tchad, en Lybie ou en République Centrafricaine. La CNPC (China National Petroleum Company) est l'entreprise qui compte le plus d'investissements sur le continent. Elle est présente dans huit pays, avec une position stratégique au Soudan, où elle est majoritaire dans les principaux champs pétrolifères du pays. De son côté la SINOPEC (China Petroleum Corporation) a conclu des accords d'exportation et de production dans six pays africains. Enfin la CNOOC (China National Offshore Oil Corporation) reflétant l'ambition de la Chine pour l'exploitation offshore, est surtout visible dans le golfe de Guinée.

Cependant l'Afrique de l'ouest n'est pas l'enjeu actuel majeur pour la Chine : les exportations ouest-africaines de pétrole ne s'élèvent qu'à 5% des exportations africaines vers la Chine. Cependant à long terme, l'Afrique de l'Ouest exerce déjà un attrait du fait des réserves au Nigéria, des récentes mises en exploitation en Mauritanie et au Tchad et des possibilités dans la bande sahélienne confinée entre le Tchad et la Mauritanie.

32. LES APPROVISIONNEMENTS DEPUIS LE MOYEN-ORIENT

Avec une dépendance maintenue de la Chine vis-à-vis du Moyen-Orient du fait de ses réserves mais aussi en raison du faible coût de production de ses produits pétroliers, le Moyen-Orient est appelé à rester une source d'approvisionnement majeure pour la Chine. Avant 1992, la Chine achetait des produits pétroliers principalement aux pays de la zone Asie-Pacifique comme la Malaisie ou l'Indonésie, ainsi qu'à Singapour pour les produits raffinés. Mais à partir de 1993, le Moyen-Orient est devenu le premier fournisseur de pétrole brut de la Chine.

Le Moyen-Orient constitue un partenaire de choix d'autant plus stratégique pour la Chine que celle-ci est devenue importatrice nette de pétrole depuis 1993. Contrainte d'abandonner la théorie maoïste d'autarcie et de résoudre son problème de dépendance énergétique, Pékin mène ainsi, depuis plusieurs années, une politique de pénétration des marchés moyen-orientaux par le biais, notamment, d'investissements croisés et d'accords de compensation. Cette question énergétique est d'autant plus cruciale pour les dirigeants chinois que de la capacité du gouvernement chinois à subvenir à ses besoins énergétiques dépend la réussite du développement économique du pays, élément essentiel à la stabilité économique et la survie politique du régime communiste, mais pas à n'importe quel prix.

L'augmentation croissante de la demande chinoise en pétrole qui représentera, selon l'AIE, 26% de la consommation énergétique totale du pays en 2010, place le volet énergétique au cœur de la coopération sino-moyen-orientale. Devenue le deuxième consommateur de pétrole au monde derrière les Etats-Unis, la Chine a vu la part des ses importations en provenance du Moyen-Orient augmenter graduellement, passant de 36 % en 1995 à 55 % en 1999. Aujourd'hui plus de la moitié de ses importations provient de cette région dont près de 30 % d'Arabie saoudite et d'Iran. Cette dépendance croissante de la Chine à l'égard du Moyen-Orient, appelée à s'accroître du fait de la croissance économique de la Chine, a contraint Pékin à élaborer une politique énergétique visant à :

- diversifier ses sources d'approvisionnement afin de ne pas dépendre trop exclusivement des grands pays producteurs comme l'Iran ou l'Arabie saoudite. La Chine développe ainsi son influence parmi les petits producteurs tels que l'Egypte (en février 2004, les deux pays ont signé un mémorandum d'entente concernant la prospection pétrolière en mer), le Yémen (en janvier 2005, la compagnie chinoise SINOPEC a signé avec le Yémen, qui n'est pas membre de l'OPEP, un contrat de 72 millions de dollars portant sur la prospection et la production de pétrole dans l'est du pays), Oman (en 2004, la SINOPEC a signé avec Oman, qui n'est pas membre de l'OPEP, un accord de prospection pétrolière dans la sud du sultanat). Cette politique se traduit par le développement d'investissements croisés, aussi bien dans les pays producteurs qu'en Chine même.

- mettre l'accent sur la modernisation de ses propres infrastructures d'extraction d'énergie et sur l'exploitation et l'exploration des régions les plus prometteuses de son territoire sans pour autant négliger les activités offshore. La Chine s'efforce donc d'aménager des ports capables d'accueillir des pétroliers de fort tonnage et de construire ou de rénover de raffineries et des centres pétrochimiques capables de traiter le pétrole brut en provenance du Moyen-Orient.

- maintenir la sécurité de ses voies d'approvisionnement en développant notamment une capacité d'action militaire.
- tenter de se constituer des réserves stratégiques.
- se doter d'une flotte de bâtiments de commerce.

La stratégie chinoise consiste également à privilégier les pays réprouvés par les Américains comme l'Iran mais sans pour autant négliger les pays réputés proches des Etats-Unis comme le Koweït, les Emirats arabes unis, l'Arabie saoudite où la Chine a développé de nombreuses coopérations dans les domaines pétrolier et gazier. Ainsi, en mars 2004 la Chine a signé un contrat avec Riyad pour l'exploration et l'exploitation gazière dans le désert saoudien de Roub Al-Khali. La Saoudi Aramco participe à de nombreux projets en Chine comme en atteste la construction dans la province de Shandong d'une raffinerie d'une capacité de traitement de 100 000 barils/jour et dans la province de Fujian d'un complexe pétrochimique. La compagnie saoudienne a également institué un programme d'échanges avec les universités chinoises afin de disposer de personnel capable d'assumer des responsabilités dans les sociétés mixtes sino-saoudiennes.

En 2001, la Chine et l'Iran ont signé un contrat pour l'exploration du bloc Kashan-Ardestan et un accord de 150 millions de dollars pour la modernisation de deux raffineries. En novembre 2004, lors de la visite à Pékin du ministre iranien du pétrole, la Chine s'est vue octroyer le champ pétrolifère de Yadavaran et un accord sur la construction d'une raffinerie à Bandar Abbas a également été signé. Enfin, la Chine qui intéresse de près au gaz iranien s'est engagée à lui acheter 10 millions de tonnes de gaz liquéfié sur 25 ans.

La Chine s'est engagée avec la Koweït en décembre 2000 et en mars 2001 deux contrats prévoyant la construction d'une usine de liquéfaction de gaz et d'un gazoduc de 260 Km. Quant à l'Irak, la Chine s'efforce d'y préserver les contrats signés sous l'ère de l'ancien dictateur tels que les contrats d'exploitation prévoyant le développement du champ pétrolier d'Al Ahdad, riche d'un potentiel de 180 millions de tonnes de pétrole.

Avec une consommation énergétique croissante et une implication progressive sur la scène moyen-orientale, la Chine est donc appelée à jouer un rôle plus important sur la régulation et la sécurisation des marchés pouvant laisser présager une compétition sino-américaine pour l'accès aux ressources énergétiques. Toutefois, si les pierres d'achoppement (droits de l'homme, Taiwan, déficit commercial américain) dans la relation sino-américaine sont nombreuses et si la méfiance constitue la base de leurs relations, Pékin et Washington partagent actuellement le même intérêt à préserver la

stabilité du Moyen-Orient et à assurer la libre circulation dans la mer de Chine méridionale et dans le détroit de Taiwan.

33. L'ARGUMENT DES VENTES D'ARMES ET DES TRANSFERTS DE TECHNOLOGIE

La présence chinoise au Moyen-Orient, qui s'inscrit dans une politique de limitation de la puissance américaine, s'exprime, en partie sous le manteau, à certains pays moyen-orientaux par le biais de ventes d'armes ou de transferts de technologies sensibles.

La relation économique de la Chine avec les pays du Moyen-Orient constitue probablement l'aspect le plus développé de la relation bilatérale. Elle s'articule principalement autour de deux grands axes qui sont la coopération militaire, avec en particulier les ventes d'armes, et la coopération énergétique. Si cette dernière est récente – la Chine est devenue importatrice nette de pétrole en 1993 - l'implantation de la Chine sur les marchés moyen-orientaux de l'armement remonte au milieu des années 70 pour s'accroître depuis le début de la décennie suivante avec la mise en œuvre des réformes économiques

Livrant au départ essentiellement des armes légères, des munitions et des équipements militaires (tenues, camions, tentes), la Chine s'est progressivement tournée vers la vente d'armes plus sophistiquées qu'elle double généralement d'une assistance technique et d'une formation du personnel. Au-delà des pressions exercées sur les Etats-Unis, notamment vis-à-vis de leurs ventes d'armes à Taïpei, les ventes d'armes chinoises participent également au renforcement des relations amicales entre la Chine et les Etats moyen-orientaux les plus actifs. Pékin y voit un moyen de s'assurer la neutralité de ces pays à l'égard des mouvements séparatistes ouïgours de la province du Xinjiang, en quête de soutiens extérieurs autant financiers que militaires ? Enfin sa politique d'exportation d'armements lui permet d'entretenir des relations privilégiées avec des partenaires susceptibles de l'approvisionner en hydrocarbures.

Le 11 septembre n'a pas fondamentalement changé la donne. Les Chinois continuent à privilégier les facteurs commerciaux, énergétiques ainsi que les ventes d'armes plutôt que la lutte contre le terrorisme. Certes, une cellule antiterroriste a été créée dans le cadre de l'organisation de coopération de Shanghai à Tachkent mais elle reste plutôt une coquille vide. De manière générale, la Chine privilégie des accords bilatéraux avec les pays de la région plutôt que dans le cadre de l'OCS.

34. LA DIVERSIFICATION DES SOURCES D'APPROVISIONNEMENTS

La Chine huitième importateur mondial de pétrole en 1995, puis au quatrième rang en 2003, après les Etats-Unis, le Japon et l'Allemagne, occupe le deuxième rang mondial depuis 2006. Ses importations, qui représentaient 27% de total de la consommation en 1999, puis 37% en 2002 ont atteint 45%. Cette dépendance énergétique est devenue une préoccupation majeure des dirigeants chinois qui souhaitent jouer un rôle économique majeur dans le monde. Jusqu'en 1990, trois pays (Indonésie, Oman et Iran) constituaient les fournisseurs principaux de la Chine. Mais la diversification des fournisseurs est désormais une obligation à cause de l'augmentation de la consommation en Chine et de la raréfaction des réserves de l'Indonésie. Tout naturellement, l'Afrique est devenue un terrain convoité, car depuis leur intervention en Irak, les Etats-Unis ont parachevé leur contrôle sur l'ensemble du Moyen-Orient, à l'exception de l'Iran. Et les gisements de la mer caspiennes s'avèrent décevants, ne devant représenter selon les estimations contradictoires qu'entre 2 à 4 % des réserves mondiales. Pour la Chine, l'Afrique lui permet donc de réduire sa dépendance énergétique. Aujourd'hui, la Chine est devenue le deuxième importateur de pétrole africain. L'Afrique représente aujourd'hui 25% de son approvisionnement pétrolier, contre 15% au milieu de la décennie 80 et dispute la place de troisième client, toujours derrière les Etats-Unis, en concrétisant des accords de prospection du pétrole et d'exploitation avec de nombreux pays^o: Gabon, Algérie, Congo-Brazzaville, Mauritanie, Niger, Tunisie, Lybie, Soudan et surtout Nigeria, dont elle est le principal fournisseur commercial et dont elle appuie la candidature à un siège permanent au Conseil de Sécurité des Nations unies.

La Chine est donc est soucieuse d'assurer la sécurité de ses approvisionnements pétroliers. Pékin diversifie donc ses sources potentielles d'approvisionnement afin de s'assurer une marge de manœuvre maximal. Cette diversité lui permet de se soustraire à l'éventuelle influence politique ou religieuse trop encombrante pour rester sur une ligne politique interne à ses intérêts particuliers.

CONCLUSION

Aujourd'hui, la Chine, reconnue par l'ensemble des pays du Moyen-Orient, entretient des relations diplomatiques avec toutes les capitales moyen-orientales. Elle a réussi en l'espace de 20 ans à s'imposer comme un partenaire important. Mais sa politique étrangère, qui reste largement dictée par des impératifs de politique intérieure, essentiellement économiques, ne lui permet pas de mener une politique totalement indépendante. Ceci se traduit sur le terrain soit par une absence de positions claires soit par un langage diplomatique convenu.

Pour autant, la Chine ne néglige aucun aspect des ses relations pouvant contribuer au développement de son influence sur la scène moyen-orientale. Elle joue sur son développement économique pour renforcer ses liens avec la région, et met en avant sa minorité musulmane pour créer, sans toutefois y parvenir réellement, une solidarité et un axe culturel puissant.

En revanche, les particularités ethniques et culturelles de ses minorités dispensent le gouvernement chinois des méfaits d'une influence religieuse et politique trop forte de la part des capitales moyen-orientales. Cette influence est un fait indéniable mais en dépit des arguments financiers de monarchies pétrolières, elle ne rivalise pas avec l'attrait que peuvent exercer les pays limitrophes du Xinjiang.

En dépit du prosélytisme de certaines capitales, Pékin conserve des arguments déterminants, avec son rôle de pourvoyeur d'armes et de technologies auxquelles certains Etats prétendent avoir accès. De surcroît, elle ne cesse de réduire son indépendance en adoptant une politique réaliste de diversification des sources d'approvisionnement énergétique.

Elle peut également se sentir appuyée dans son combat contre les mouvements extrémistes religieux, supports des tendances indépendantistes, par les autres républiques frontalières, portant musulmanes, d'Asie centrale.

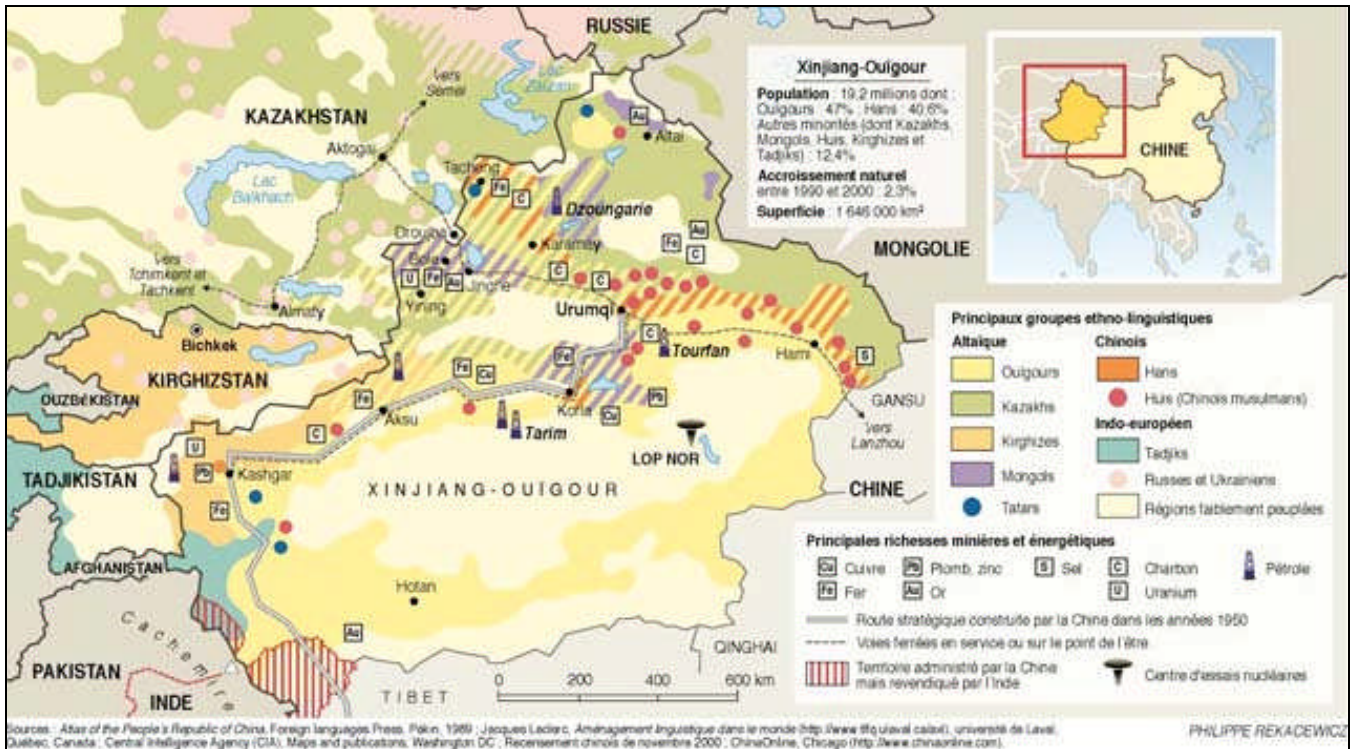
En définitive la politique chinoise de contrôle de l'islam vise avant tout à éviter que ce dernier devienne un canal d'expression de mécontentement ouïgour au Xinjiang ou qu'il ne se radicalise sous l'influence de mouvements fondamentalistes étrangers. En dépit de ses excès, la politique chinoise diffère en cela peu de celle menée par bien des pays environnant. La Chine place désormais tous ses espoirs de stabilisation de ses franges

musulmanes sur un contrôle étroit si nécessaire et sur une croissance économique forte, gage d'une augmentation de niveau de vie des populations musulmanes le plus marginalisées.

Le renouveau religieux, qui se nourrit de la frustration du sentiment national chez les turcophones du Xinjiang, s'est montré jusqu'à présent faible et désorganisé ; de plus, les populations autochtones sont en passe d'être submergées par un déferlement de populations Hans attirées par la promesse de gains fabuleux. Toute velléité de résistance est immédiatement brisée dans l'œuf à grand renfort de publicité. La menace la plus grande pour la stabilité politique de la Chine pourrait plutôt provenir des provinces maritimes de l'est et du sud, que leur expansion économique pourrait rendre impatientes de s'émanciper de la tutelle de Pékin et de se libérer du fardeau de l'aide au développement des régions les moins favorisées du nord et de l'ouest.

ANNEXE 1

CARTE DES POPULATIONS ET RICHESSES DU XINJIANG



Source : Philippe Rekacewicz, www.monde-diplomatique.fr/cartes/Chine2002

ANNEXE 2

CARTE DE LA CHINE ADMINISTRATIVE



Source : www.diploweb.com

BIBLIOGRAPHIE

ARTICLES DE REVUES EN FRANÇAIS

- ALLES Elisabeth, "Musulmans de Chine et situation internationale", *revue des Deux mondes*, janvier 2004, pp 43-53.
- ALLES Elisabeth, "Confucius, Allah et Mao. L'islam en Chine", *notes et études documentaires*, n°5141-42, octobre 2001, pp. 207-2037
- AUBIN Françoise, "L'arrière plan historique du nationalisme ouïgour. Le Turkestan oriental des origines au XXe siècle", *Cahier d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien*, janvier 1998.
- CHUVION Pierre, "Asie centrale : routes du pétrole, routes de l'Islam", *l'Histoire*, décembre 2002.
- FROISSART Chloé, "Au secours des Ouïgours", *Libération*, 21 septembre 2004.
- HASKI Pierre, "La colonisation à la baguette", *Libération*, 7 septembre 2005.
- JOYAUX François, "La Chine face à l'islam", *Géopolitique*, n°76, pp 112-116.
- LAFARGUE François, "Etats-Unis, Inde, Chine, rivalités pétrolières en Afrique", *Afrique contemporaine*, n°216, 1992, p.43-56.
- MARIA SALA Ilaria, "Assimilation forcée dans le Xinjiang", *le Monde diplomatique*, décembre 2006.
- MURYADI Wahyu, "Musulmans en terre de Chine", *Courrier International*, février 2005.
- NELOPI Maria, "La Chine et le Moyen-Orient", *Monde chinois*, n°4, printemps 2005.
- PALLAVI Aiyar, "Renaissance islamique en terre bouddhiste", *Courier international*, septembre 2006.
- PHILIPP Bruno, "Pékin accuse les séparatistes ouïgours de liens directs avec Al-Qaïda", *Le Monde*, 14 septembre 2005.
- PUEL Caroline, "Le Xinjiang, province rebelle", *Le Point*, 1^{er} juillet 2004.
- VERNEREY Mathieu, "Géopolitique chinoise des minorités", *Diplomatie magazine*, n°9, juin 2004.

ARTICLES DE REVUES EN ANGLAIS

- BLUMENTHAL Dan, "China and the Middle East : providing arms", *Middle East Quarterly*, printemps 2005, pp.11-19.
- CHOUDHARY LK, "Islamic militancy and terrorism in Xinjiang", *India Quarterly*, vol.59, février 1997, pp. 62-92.
- CHRISTOFFERSEN Gaye, "Xinjiang and the great Islamic circle the impact of transnational forces", *China Quarterly*, mars 1993, pp.131-151.
- DORIAN James, "Central Asia and Xinjiang. China", *Central Asian Survey*, vol.16, n°4, décembre 1997, pp. 461-486.
- GIGLIO David, "Separatism and the War on Terror in China's Xinjiang Uighur Autonomous Region", thesis for award of the certificate of training in UNPSO
- HARRIS Lillian Craig, "Xinjiang, Central Asia and the implications for China's policy in the Islamic World", *China Quarterly*, mars 1993, pp 111-129.
- LIANGXIANG Jin, "China and the Middle East : Energy first", *Middle East Quarterly*, printemps 2005, pp.3-10.

SOURCE INTERNET EN FRANCAIS

- CHAN John, "Le voyage du dirigeant chinois en Arabie saoudite et en Afrique souligne la rivalité croissante liée aux ressources naturelles", *World Socialist Web Site*, 10 mai 2006, www.wsws.org.
- "Chine-USA, le nouveau grand jeu pétrolier", [www:tchadactuel.com](http://www.tchadactuel.com).
- "Arabie saoudite-Chine : un partenariat prometteur", *CERGES centre de veille stratégique*, mai 2006, www.cerges.net.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	4
1. LES MINORITES FACE AU GOUVERNEMENT	5
11. Bref aperçu historique de l'islam de Chine	5
12. Particularisme de l'islam des minorités du Xinjiang : facteurs ethniques et culturels	8
13. L'influence des pays musulmans : une diversité inattendue	9
14. L'AIC : outil de contrôle du gouvernement chinois	12
15. Les manifestations du séparatisme et la réponse gouvernementale	13
2. LA COMPLEXITE DES RELATIONS EXTERIEURES CHINOISES	18
21. Des relations diplomatiques récentes	18
22. Particularisme des enjeux et des équilibres régionaux	19
23. L'état des relations avec les pays du golfe arabo-persique	21
24. L'importance stratégique de la région du Xinjiang	22
3. LES CONTRAINTES PETROLIERES POUR LA POLITIQUE CHINOISE	24
31. Une situation énergétique tendue	24
32. Les approvisionnements depuis le Moyen-Orient	25
33. L'argument des ventes d'armes et des transferts de technologie	28
34. La diversification des sources d'approvisionnements	29
CONCLUSION	30
ANNEXES	
Annexe 1 : carte des populations et richesses du Xinjiang	32
Annexe 2 : carte des provinces de Chine	33
BIBLIOGRAPHIE	34